



Groupe socialiste et apparentés

Session > 3, 4 et 5 février 2011

Nombre de pages : 5

Intervention de Richard Ferrand,  
Président du Groupe socialiste et apparentés.

Monsieur le Président, mes chers collègues, Mesdames, Messieurs,

Le vote d'un budget et singulièrement le premier d'une nouvelle mandature raccourcie par la loi actuelle est un temps fort pour la Bretagne comme pour notre assemblée.

Cette période intervient dans une période historique de culte de la vitesse et d'accélération des bouleversements du monde et de la planète.

La rapidité des mutations, liée à la globalisation sous ses différentes formes, qui mettent les individus, les collectivités et les territoires en compétition, développe une sorte d'angoisse généralisée à laquelle répond une course éperdue contre le temps, une fuite dont on ne sait plus si elle va en avant ou vers nulle part.

La vie politique nationale s'est engouffrée sans maîtrise dans cette accélération, à moins qu'elle ne se soit laissée aspirer.

Comme l'observe Gilles Finchelstein dans son ouvrage « La dictature de l'urgence » : « Les lois se succèdent, trop nombreuses, trop complexes, trop bavardes, inappliquées, le plus souvent inapplicables... Le tout aboutissant selon la formule du Vice-président du Conseil d'Etat, pourtant modéré par tempérament autant que par fonction : « à un droit mou, un droit flou, un droit gazeux et instable ».

Cette funeste dérive provient de la soumission consentie du politique à l'urgence qui génère des lois, adoptées elles-mêmes dans l'urgence, de préférence par procédure d'urgence.

« Chaque jour, la « Une » du 20 heures est virtuellement une loi », tout sujet médiatique provoque une éruption législative, une loi qui vaut le plus souvent réponse mais rarement solution, la démocratie devenant insensiblement une forme de médiacratie.

RGPP, réforme des retraites, des collectivités, ... tout cela fût fait à la hâte, sans réflexion ni concertation pour des résultats qui aggravent les problèmes qui étaient à résoudre.

J'ai d'ailleurs lu avec intérêt que l'éditorialiste d'un grand quotidien régional faisait aujourd'hui même, hasard du calendrier, l'éloge de la lenteur et donc du sérieux en politique, l'inverse de l'incantation permanente dont nous avons entendu l'écho voici quelques minutes en provenance des bancs de la droite.

En contrepoint, les urgentistes qui nous gouvernent, nous disent n'avoir rien vu, rien entendu, de la sourde et douloureuse résignation des peuples qui débouche aujourd'hui en Afrique du Nord et au Moyen Orient sur l'expression de leur colère et de leur aspiration à la liberté et à l'égalité.

Nous sommes profondément solidaires de cette juste aspiration, que partage les bretonnes et les bretons installés dans ces pays ou qui travaillent avec eux.

Or, loin d'offrir en partage à ces peuples révoltés, les valeurs dont nous sommes les héritiers historiques, celles et ceux qui dirigent notre République envoient comme seuls signaux des propositions de formation aux forces de répression et des grenades lacrymogènes, sans doute pour les exercices pratiques.

C'est indigne, c'est honteux, mais cela témoigne surtout d'une incompréhension totale des temps qui viennent où l'immense majorité des humains ne supportera plus la souffrance et la domination d'une infime minorité de possédants.

Qu'aucun pays ne se sente à l'écart de ce mouvement : le monde, Europe comprise, est construit sur un étrange modèle pyramidal qui voudrait qu'une oligarchie prospère tandis que le peuple aurait vocation à subir en silence.

Ce temps là est en train de passer et ne pas l'anticiper revient à s'exposer aux secousses de l'histoire.

Symbolique est à cet égard, et pas tout à fait anecdotique, le contraste entre des milliers de protestations contre la suppression record de postes d'enseignants en France qui ne trouvent aucun écho, alors que le premier bruissement contre la réorganisation des CRS voit le gouvernement reculer sans délai, en oubliant d'ailleurs dans la foulée le sort des gendarmes.

Chacun comprendra.

Dans ce contexte confus, le budget régional dont nous allons débattre se situe dans le temps long et dans la clarté par la mise en œuvre des projets qui dessineront la Bretagne de demain.

Nous agissons, quoiqu'en dise Mme Malgorn, -hier préfète et aujourd'hui prophète-, prophète des malheurs de l'ouest breton et de la Bretagne centrale au sujet de la RN164, sur lequel le SNIT est particulièrement ambigu.

Or, Bretagne à Grande Vitesse, développement du numérique pour tous, Pacte électrique breton – la liste n'est pas exhaustive - toutes ces réalisations bénéficieront aux générations actuelles et futures, de l'ouest jusqu'à l'est et vice-versa. Le mérite politique essentiel de ce budget est précisément de déplacer le curseur de l'urgence que j'évoquais à l'instant ; précisément parce que le caractère d'urgence ne saurait être déterminé par son éventuel impact médiatique.

Donner par exemple, à chacun l'opportunité et les moyens de se former avec le nouveau Contrat de Plan Régional de Développement des Formations illustre cela.

Certes, chère Georgette Bréard, le CPRDF ne fera sans doute pas « la Une » du prochain journal télévisé mais il permettra au quotidien d'ouvrir l'accès à la formation au plus grand

nombre.

Combattre l'exclusion et la précarité, promouvoir l'égalité des chances, construire une croissance durable, porteuse de création d'emplois qualifiés et pérennes, bref, agir dans l'intérêt général : là est la seule et légitime urgence qui relève de la nécessité.

C'est cette pratique et ce sont ces choix qui traduisent concrètement la promesse tenue d'une Bretagne solidaire, créative et responsable.

Car « la tâche du politique est de faire le pont entre l'héritage du passé, les priorités du présent et les défis du futur ».

Cette tâche, nous devons la mener à bien, évidemment sans nous mettre à l'écart de la marche du monde et du progrès.

C'est aussi avec cette conscience d'être les élu(e)s d'une forte région d'Europe et simultanément un canton du monde que nous abordons les enjeux bretons avec enthousiasme et humilité à la fois et en les inscrivant dans l'action européenne et dans un mode de développement durable.

Prenons les bienfaits de la vitesse : nouvelles technologies, Internet, accès au savoir pour tous et ouverture sur le monde.

La Région mobilise des moyens conséquents (50 millions d'euros) dans ce budget au service de la Bretagne numérique, chantier de 3 milliards d'euros le prix de BGV, le prix de l'information à grande vitesse.

L'accès de tous et partout au très haut débit en 2030 est une condition de notre développement économique pérenne et de nos libertés.

A l'instar des infrastructures de transport, l'accessibilité de la Bretagne se joue aussi dans notre capacité à connecter notre Région au reste du monde et à permettre aux bretonnes et aux bretons de mieux se connecter entre eux.

C'est pourquoi nous agissons pour redonner au temps de la profondeur et retracer des

perspectives. Il s'agit de prendre le temps de construire sur la durée, de donner du sens et du temps au projet.

« Décélérer parfois ou trouver des espaces de décélération, c'est retrouver le temps de la réflexion, c'est redonner une place à la négociation, c'est réguler en privilégiant le long terme » comme par exemple sur les chantiers actuellement en cours pour la jeunesse ou par l'engagement pour une nouvelle alliance agricole en Bretagne que nous construisons en effet avec les paysans pour répondre aux défis du présent et aux défis agricoles.

Il en va de même pour le défi de résorption des algues vertes qui exige dialogue, écoute et concertation, du temps long, nécessaire aux adaptations incontournables liées aux mutations de l'activité agricole des bassins versants concernés.

Ce budget fixe des objectifs à un an, à cinq ans, à dix ans et même à vingt ans parce qu'il porte une vision de la Bretagne et une stratégie dans le temps, ce à quoi se consacre le projet de budget pour la Bretagne.

« Pour réussir à long terme il faut une pensée à long terme – une vision », nous enseigne Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie.

Au fond, il nous faut, certes, « donner du temps au temps » mais il nous faut encore davantage donner du sens au temps, ce à quoi se consacre ce projet de budget pour la Bretagne.

Je vous remercie.

Les citations sont extraites de l'ouvrage de Gilles Finchelstein « La dictature de l'urgence »